

Participation citoyenne et habitante : quel apport au développement social et urbain ?

Dans le cadre de sa politique éditoriale, la revue Insaniyat lance un appel à contribution sur la thématique de la participation citoyenne et habitante au développement social et urbain. Cet intérêt pour la participation, sous ses différentes acceptions théoriques et déclinaisons pratiques correspond au besoin qui se fait sentir depuis quelques années de rendre visible un certain nombre de travaux universitaires et d'expériences de terrain non documentées réalisées dans le contexte national.

Si les recherches sur la question dans les autres pays de la région et dans le monde ont bénéficié d'une sorte "d'effet de mode" durant les années 2000, permettant d'avoir une idée assez complète des problématiques, des débats et autres résultats de retour d'expériences, ce ne semble pas être le cas dans notre pays. Les rares travaux publiés, dispersés dans des supports très variés, ne restituent que de manière très partielle l'abondance d'une matière et la richesse de réflexions autour d'expériences novatrices et intéressantes, menées çà et là par des chercheurs et autres acteurs improbables de la société civile algérienne.

La participation, a constitué en quelque sorte le point d'achoppement de toutes les entreprises de mise en relation problématique de l'entre-deux entre la logique d'une action publique excessivement centralisée d'une part et des logiques de fonctionnement fragmentaires des populations locales d'autre part. Elle constitue de ce fait un puissant révélateur de la nature du lien social et politique qui se construit dans notre pays.

Le propos de ce numéro thématique est de présenter un tableau plus ou moins exhaustif de la manière dont a été prise en charge cette question à partir des questionnements généraux issus des débats internationaux sur la question.

Dans cet ordre d'idées, cette publication propose d'articuler les contributions des auteurs autour des trois questionnements suivants :

1. Comment se présente le travail de déconstruction et/ou de reconstruction de la problématique de la participation citoyenne et habitante, à l'aune de l'évolution des débats internationaux et régionaux sur la question ? Comment se présente cette question à la lumière de retours d'expériences, d'évaluation de la mise en œuvre de projets affichant explicitement ou implicitement leur caractère participatif ? Et quels sont les lieux, institutions, projets où se déploient les démarches participatives aux différentes échelles territoriales ?

2. Existe-t-il de « bonnes pratiques » participatives et, le cas échéant, peut-on montrer dans quelles conditions elles ont pu « prendre » dans les systèmes de jeux d'acteurs locaux ? Dans quelle mesure la mise en œuvre des démarches participatives a contribué à améliorer l'efficacité de l'action publique, dans ses volets de production de plus de qualité urbaine à des moindres coûts sociaux, économiques et politiques ? Est-il envisageable d'identifier la nature du savoir-faire que l'on peut tirer des expériences participatives ?

3. Quelle est la part allouée à la participation dans la conception et la réalisation des projets de développement social et urbain en Algérie ? Dans quelle mesure cela est faisable, et dans quelles conditions conceptuelles et méthodologiques ? Comment cerner objectivement la nature des contraintes à la participation : contraintes politiques, institutionnelles,

organisationnelles et culturelles ? Est-il envisageable de discuter, d'un point de vue opérationnel et technique, de la manière selon laquelle on pourrait impulser des méthodes plus concertées et collaboratives dans les actes de fabrication de l'urbain ?

Coordonnateurs:
Madani SAFAR-ZITOUN et Mariam CHABOU-OTHMANI

Délai de soumission des articles: 31 octobre 2018.

Mail : <https://www.asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/14>